

Etat islamique, intégrismes, régimes despotiques au Moyen-Orient : les enfants monstrueux de l'impérialisme.

Quelles perspectives pour les peuples ?

Exposé introductif pour une réunion-débat du NPA 33, le 20 mai 2015

Sommaire

1. Introduction	1
2. L'expansion de l'organisation « Etat islamique »	2
Face à EI, la coalition de l'ordre impérialiste et de leurs alliés	3
En Syrie, l'effondrement progressif de l'Etat « baasiste »	4
3. Un siècle de concurrence et de chaos impérialistes pour le contrôle du pétrole	5
Avant 1914, entente entre empires ottoman et britannique pour le pétrole	5
La Guerre de 14-18 et les nouvelles frontières imposées au Moyen-Orient	5
Dans l'Entre-deux-guerres, la montée en puissance des USA en concurrence avec la Grande-Bretagne et la France	6
Dans les années 1950 et 60, l'impérialisme cherche à maintenir sa domination, malgré le mouvement de décolonisation	6
Contrôler le pétrole dans la crise des années 1970-1980	7
Les guerres du Golfe	7
L'Etat islamique et le pétrole	8
4. Les fonctions politiques de l'intégrisme religieux	9
En Irak	9
En Syrie	10
Naissance de l'islam politique	10
L'incapacité à sortir les masses de la misère	11
La désillusion de la question palestinienne	11
L'islam politique et les monarchies du Golfe	11
L'Iran	12
5. Quelle perspective pour les peuples ?	13

1. Introduction

La situation au Moyen-Orient est le produit sans doute le plus aigu du chaos que répand partout la mondialisation capitaliste. Dans cette situation de chaos extrême, le retour en force de la religion et de son expression politique, les intégrismes religieux, joue, notamment dans cette région, le rôle de légitimation de l'ordre capitaliste, quand ce dernier apparaît incapable d'incarner le moindre progrès humain.

C'est ainsi qu'au nom de la religion, l'Etat islamique s'empare d'un territoire toujours plus vaste au carrefour de l'Irak, de la Syrie, de l'Iran et de la Turquie. Il l'organise, le contrôle, en exploite les richesses et les travailleurs, en utilisant les méthodes de terreur empruntées à la fois aux groupes terroristes religieux et à l'Etat despotique de Saddam Hussein.

Ce chaos généralisé frappe aussi les vieilles citadelles impérialistes, les attentats du 7-8-9 janvier en ont été une répercussion brutale, comme aussi la fascination que peuvent exercer les groupes terroristes sur quelques centaines de jeunes qui partent laisser leur peau dans une lutte sans avenir.

Impossible ici de revenir dans le détail de chacune des crises politiques qui frappent les peuples du Moyen-Orient. Il s'agit plutôt de discuter d'une compréhension générale de ce qui se joue dans cette région, avec comme fil conducteur principal, une constante depuis un peu plus d'un siècle maintenant, l'utilisation par les pays riches, les puissances impérialistes, de politiques de division et de déstabilisation pour conserver un contrôle sur cette région et continuer à piller sa richesse principale, le pétrole. On pourrait presque résumer cette politique impérialiste ainsi : « à chaque problème, une déstabilisation ».

L'autre fil conducteur, celui qui nous intéresse tout particulièrement, car c'est le seul qui ouvre une perspective d'avenir, c'est celui des résistances et des luttes des peuples, des travailleurs, et on verra tout au long de cette histoire, qu'elles ont été nombreuses.

Pillage impérialiste et déstabilisations politiques, voilà les principales causes de la constitution de régimes despotiques, qu'ils soient militaires, nationalistes, dynastiques ou religieux ; principales causes aussi du développement de courants intégristes, qui sont avant tout des organisations politiques qui veulent le pouvoir.

Notre exposé commencera par une description de la situation actuelle en Irak et en Syrie, puis on reviendra sur l'histoire de la région, vue à travers l'histoire de la concurrence sans limite pour le contrôle du pétrole. On abordera ensuite le rôle de l'intégrisme religieux. Et on terminera, sans prétendre conclure, par quelques questions sur les perspectives pour les peuples dans cette situation.

2. L'expansion de l'organisation « Etat islamique »

L'Etat islamique vient de s'emparer de Palmyre et de sa région, en Syrie. Il contrôle un territoire vaste, une conquête qui se fait au prix de centaines de victimes rien que pour cette ville.

Selon les sources, EI contrôlerait la moitié du territoire syrien (plus de 95 000 km², 1/6^{ième} de la France), qui ne sont pas les zones les plus peuplées mais qui lui permettent de menacer le régime de Bachar Al-Assad, de plus en plus replié sur Damas et Homs. Il étend aussi son extension en Irak, en s'emparant récemment d'une autre capitale provinciale, Ramadi. Il contrôlerait 170 000 km² en Irak, environ 40% du pays. Difficile d'être précis mais plus de 10 millions de personnes sont sans doute sous l'autorité de l'EI, sur un territoire plus grand que la Grande-Bretagne...

Cette organisation s'est manifestée dès le départ par la violence barbare qu'elle a fait choisir d'utiliser pour sa propagande, inutile de revenir sur ces horreurs. Cette violence, elle l'exerce par un despotisme terrible qui frappe parfois des notables, quand un dirigeant corrompu est décapité pour vol et détournement de fonds, mais qui en premier lieu s'exerce contre les classes populaires et contre les femmes. A Raqqa, ville syrienne contrôlée par EI depuis décembre 2013, des témoignages de femmes racontent les comportements des Brigades féminines d'EI, composées en majorité de jeunes occidentales : « quand elles nous arrêtent dans la rue, la plupart du temps, on ne sait même pas ce qu'elles veulent nous dire parce qu'elles ne parlent pas l'arabe ou presque pas ». Et c'est tout l'arsenal de l'oppression des femmes qui s'abat : non mixité des lieux publics et des transports, interdiction de se déplacer sans un permis de sortie établi par un homme, tribunaux religieux et exécutions sommaires, etc.

Cette brutalité d'EI a en réalité peu à envier à celle de l'armée irakienne, elle en est même directement la continuité, tant sont nombreux les anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein en son sein. A Mossoul par exemple, dans l'année précédant la conquête par EI de la ville, des dizaines d'exécutions publiques et sans procès avaient été commises par la police gouvernementale irakienne, sous les ordres d'un dirigeant corrompu.

Le chaos et la barbarie grandissant depuis la fin de la 1^{ère} guerre du golfe, le fait que des centaines de milliers de fonctionnaires ont été licenciés, les soldats plus payés, expliquent comment les forces d'EI sont parfois même accueillies en forces de libération face à une armée irakienne aujourd'hui à majorité chiite perçue comme une force d'occupation étrangère... dans son propre pays.

Derrière la propagande religieuse, le projet politique d'EI n'a plus grand-chose à voir avec celui d'Al-Qaïda, dont l'EI est issu d'une branche en 2006. Al-Qaïda avait principalement un objectif d'affrontement avec les puissances occidentales en développant de multiples groupes de guérillas, de moudjahidin, destinés à faire des coups un peu partout contre les intérêts « occidentaux » comme ils disent. EI, lui, vise à s'implanter territorialement en construisant un nouvel Etat.

Après avoir conquis sans grande difficulté Raqqa, en Syrie, en décembre 2013, profitant de l'affaiblissement de l'Etat syrien après deux ans de révoltes populaires et de guérillas, EI a poursuivi sans rencontrer de grandes résistances jusqu'à Falloujah, en Irak cette fois, distant à peine de 60 km de Bagdad. Ces premières conquêtes se sont faites avec très peu de combats, face à des armées irakiennes en décomposition, renonçant au combat, voire se ralliant

dans certains cas totalement à EI. Pour s'implanter durablement, EI a utilisé une stratégie de vassalisation, soumettant des notables locaux déjà installés, et les contrôlant avec son propre appareil militaire et policier. EI s'appuie notamment sur une petite-bourgeoisie ruinée, soumise au chaos, qui compte sur le retour de l'ordre pour que la vie économique redémarre. Cette première phase de progression rapide s'est faite aussi avec des accords de non-agression passés avec les dirigeants de la zone kurde de l'Irak.

Le projet de constitution d'un grand Etat a franchi un palier avec la prise de Mossoul, le 9 juin 2014, la deuxième ville irakienne, devenue ensuite la capitale religieuse de l'EI. C'est depuis Mossoul que EI a proclamé le « Califat » en juin 2014. C'est un acte de propagande... le dernier Calife, prétendu successeur de Mahomet à la tête de la prétendue communauté musulmane avait été destitué en 1924, après la fin de l'empire ottoman, quand la Grande assemblée nationale de Turquie avait aboli le Califat. En proclamant un Calife, EI a aussi affirmé la perspective d'un Etat cassant les frontières issues de la colonisation. On y reviendra. Enfin, en reprenant ce terme et ce titre, EI s'adresse surtout à ses concurrents intégristes pour qu'ils se soumettent à son autorité. Leurs réactions ont été diverses... et elles évoluent au gré des rapports de forces.

Qui dit Etat dit budget. L'EI s'est emparé des ressources et des finances disponibles dans les banques, plus de 300 millions d'euros rien que dans la Banque centrale de Mossoul, et aussi du trafic illicite de pétrole, qu'ils sont loin d'avoir inventé, car cela existait déjà, depuis des décennies sous le régime de Saddam Hussein, puis pendant les 10 ans d'embargo sur l'Irak : trafic pétrolier des dirigeants kurdes vers la Turquie, des dirigeants chiites vers l'Iran, avec des norias de camions.

Qui dit budget, dit impôt : l'EI a instauré son système de taxation islamique, avec des prélèvements qui font référence au Coran... et qui permettent à l'EI de recommencer à verser des salaires aux fonctionnaires qui se soumettent à son autorité.

L'EI a aussi structuré son territoire en grandes provinces, avec à leur tête des chefs religieux, des militaires, un système de contrôle de la population...

Qui dit Etat, dit aussi armée. L'essentiel de l'armement de l'EI, véhicules blindés, artillerie lourde, etc. vient de l'armée irakienne en décomposition, et donc de l'armée états-unienne qui a équipé cette armée depuis le renversement de Saddam Hussein.

Ceci dit, ce n'est pas sa puissance militaire qui a fait sa force... mais bien plutôt la faiblesse de ses adversaires. Le chaos impérialiste en Irak, sur lequel nous allons revenir ensuite, comme les soulèvements populaires débutés en 2011 contre Bachar al-Assad, soulèvements populaires qui ont été nombreux aussi en Irak en 2011 et 2012, sont les principales causes de l'affaiblissement des Etats syrien et irakien, et c'est cette situation qu'a su saisir EI.

Sa progression ne s'est pas faite sans résistances. En marge des révoltes populaires des années 2011-2012 qui avaient osé affronter les Etats en place, l'EI est intervenu pour profiter de la situation, s'emparer du pouvoir là où les Etats étaient affaiblis... et il a joué un rôle contre-révolutionnaire, contre les soulèvements populaires, imposant le retour d'un ordre social oppressif.

Une des résistances les plus marquantes a été celle de Kobané, mais souvent quand EI s'est confronté à des communautés non sunnites, armées et organisées, il a arrêté son expansion. Le projet de conquérir l'ensemble de l'Irak, et notamment Bagdad, semble avoir été abandonné, au moins pour le moment. Fin juin 2014, après la prise de Mossoul, les troupes d'EI sont confrontées à un soulèvement de milices chiites et à un retournement des Kurdes qui sont venus cette fois au secours du gouvernement central irakien. EI ne peut plus progresser en Irak, et c'est face à cet échec qu'il a tenté une « sortie par le haut », en proclamant cette histoire de Califat international, et qu'il s'est concentré ensuite vers une extension du côté de la Syrie, c'est-à-dire une implantation sur un territoire à majorité sunnite... et apparaitre ainsi comme la seule force politique totalement autonome des influences occidentales et des Etats arabes qui leurs sont alliés. C'est d'ailleurs avec cet objectif que dans la propagande de l'EI sont mis en avant la présence de combattants européens, ouzbeks, tchéchènes, etc., censés incarner « l'oumma », la prétendue communauté internationale musulmane.

Face à EI, la coalition de l'ordre impérialiste et de leurs alliés

Complètement déstabilisé face à cet « ovni politique », les dirigeants impérialistes n'ont pas su comment réagir. Prétendant d'abord rompre avec la politique du « chaos constructif » de la période Bush, Obama n'a pas trouvé d'autres solutions que de poursuivre une politique similaire, instaurer une nouvelle coalition pour essayer de limiter la progression de l'EI. Hollande a été mis en avant, organisant la constitution de la coalition à Paris, en septembre 2014, avec une quarantaine de pays, dont une dizaine de pays arabes. Depuis, la coalition a organisé des milliers de

frappes aériennes, détruisant des cibles militaires et civiles, des chefs de EI ont été aussi tués. Mais EI a retourné ces attaques dans une propagande contre la lâcheté des occidentaux, le courage des sunnites désarmés face au déchainement de l'armement moderne, etc.

Ce que révèle la coalition et les dirigeants impérialistes, c'est à quel point ils sont dépassés, sans aucune perspective pour la région, y compris du point de vue des classes dominantes. Quand Fabius annonce par exemple qu'il faut « *aider le gouvernement de Bagdad à rétablir sa souveraineté* »... il montre à quel point ces dirigeants sont à côté de la plaque, incapables de voir qu'une grande partie des populations de Mossoul, Tikrit ou Falloujah rejettent le régime de Bagdad, tant elles ont été soumises à son arbitraire et à sa violence, qui n'ont rien à envier à celui de EI. La coalition n'a pas d'autres projets que d'essayer d'écraser EI et de maintenir le pouvoir de Bagdad... qui ne maîtrise plus grand-chose et a été un agent du chaos donnant son essor à l'EI.

En Syrie, l'effondrement progressif de l'Etat « baasiste »

En Syrie, la situation est tout aussi chaotique. Jamais dans cet Etat une citoyenneté nationale commune n'a été construite, et depuis l'Empire Ottoman, la règle du diviser pour mieux régner a été largement appliquée : division entre communautés, avec des statuts différents, division entre religions aussi qui s'entremêlent. Cette logique de division a été aggravée encore par l'impérialisme français qui a « hérité » de cette région après les accords de San Remo en 1920, et qui a, par exemple, détaché une province pour créer le Liban et d'autres mini états : Etat d'Alep, Etat de Damas, Territoire des Alaouites, Jabal Druze...

Encore une fois, « une déstabilisation pour un problème », ce qui a provoqué dans l'entre-deux-guerres des révoltes populaires et de la petite-bourgeoisie, révoltes qui prenaient un contenu nationaliste.

C'est là que va naître le futur parti Baas (résurrection ou renaissance), autour de Michel Aflak (prof d'histoire, chrétien orthodoxe), Zaki Arsouzi (prof de philo, alaouite) et Salah ad-Din Bitar (scientifique, sunnite). Ils se sont connus à la Sorbonne et se sont appropriés les idées d'un nationalisme affirmant la perspective du panarabisme, puisque au congrès de fondation en 1947, Aflak affirme : « *de l'Atlantique au Golfe. Les Arabes forment une seule nation ayant le droit imprescriptible de vivre dans un État libre. Les moyens de la résurrection sont les suivants : l'unité, la liberté, le socialisme.* »

Dès le départ, le mouvement Baas se positionne en hostilité au mouvement communiste. Aflak écrit par exemple dans son programme : « *Nous représentons l'esprit arabe contre le matérialisme communiste. ... Nous n'avons que faire du mythe de l'Internationale prolétarienne et nous ne voulons pas passer d'une domination à une autre.* » Cette dernière réflexion renvoie directement au stalinisme qui imposait sa domination à l'Internationale. « *Nous sommes des nationalistes arabes et nous ne pouvons que constater une divergence fondamentale pour ce qui concerne nos objectifs stratégiques essentiels avec ceux des marxistes. Nous plaçons la question nationale au centre de nos priorités, eux ne prennent en compte que les mots d'ordre et les directives émanant de leur capitale politique : Moscou* » (années 40, lors de la première campagne du parti Baas).

Multiconfessionnel dès sa fondation, portant une perspective panarabe, le nationalisme du Baas a été porté aussi par l'immense vague de la révolution des peuples colonisés pour leur indépendance. Ceci dit, confronté au pouvoir, il a agi comme tous les partis nationalistes, même ceux qui prétendaient être plus progressistes, en organisant l'exploitation des travailleurs et des classes populaires. Passons sur les conflits internes et les coups d'Etat... jusqu'à Hafez al-Assad, arrivé au pouvoir en 1970, qui prend le contrepied complet des fondements de son parti, encourageant les divisions communautaires, jouant les uns contre les autres. Membre de la minorité alaouite, la famille Assad instaure un contrôle familial sur l'Etat. Il encourage les chefs de communautés, notamment à la tête de la majorité sunnite du pays, réprime férocement toutes les contestations qui vont être captées en partie par les Frères musulmans syriens.

Dans les années 2000, le fils, Bachar al-Assad poursuit à son tour cette politique, oscillant entre un marketing de la laïcité à destination des pays occidentaux et une stratégie de communautarisation confessionnelle pour monter les uns contre les autres.

Parallèlement, une contestation populaire et clandestine grandit, sur de toutes autres bases que l'intégrisme et le communautarisme religieux. Quand en février-mars 2011, la vague du Printemps arabe touche la Syrie, ces mouvements clandestins sortent au grand jour avec des mots d'ordre contre le régime, mais aussi pour l'unité contre la confessionnalisation et le communautarisme : « *Un, un, un ! Le peuple syrien est un !* ». La terrible répression qui frappe ces mouvements va finalement servir les ressentiments communautaires, plus organisés, notamment au sein des sunnites. D'autant qu'Assad joue la carte du pire, en favorisant les forces religieuses en

libérant des milliers d'intégristes enfermés dans les prisons, pour affaiblir l'Armée Syrienne Libre, première force qui s'était constituée au début de la contestation de 2011.

En jouant à fond la carte « moi ou le chaos », Assad a surtout favorisé le chaos, aboutissant à l'affaiblissement, pour ne pas dire l'effondrement presque complet de son Etat, ouvrant finalement grand les portes aux conquêtes de l'EI.

Ce survol de la situation actuelle en Irak et en Syrie nous conduit à revenir vers l'origine de ces pays, le moment où ils ont été constitué, une origine indissociable de la politique impérialiste de division du Moyen-Orient pour s'assurer la conquête du pétrole.

3. Un siècle de concurrence et de chaos impérialistes pour le contrôle du pétrole

Avant 1914, entente entre empires ottoman et britannique pour le pétrole

L'une des raisons de la crise au Moyen Orient renvoie à la formation des Etats au Moyen Orient, tous issus du démantèlement autoritaire de l'Empire Ottoman dans les années 20, décidé par la France et la Grande-Bretagne. Ces découpages territoriaux ont été d'une importance capitale puisqu'ils ont déterminé arbitrairement pour chacun de ces Etats sa superficie, sa configuration géographique, la structure de sa population, ses potentialités économiques, ses possibilités d'accès à la mer, l'identité de ses voisins...

Cet intérêt pour le Moyen-Orient, déjà fort avec le contrôle des routes commerciales vers l'Asie, prend une nouvelle dimension quand, en 1908, on découvre du pétrole en Perse, l'Iran actuel.

Après s'être assuré le contrôle de l'Anglo-Persian Oil Company, créée en 1909 pour assurer l'exploitation des gisements perses, le gouvernement britannique cherche à étendre cette concession à la Mésopotamie ottomane. Pour mettre en œuvre son projet, la Grande-Bretagne doit d'abord faire face aux avancées économiques opérées par l'Allemagne dans l'Empire ottoman. Le gouvernement allemand a en effet obtenu de le droit de construire un chemin de fer reliant Berlin à Bagdad et qui devra se prolonger jusqu'à Basra et vers le Koweït. L'accord comprend également un droit de prospection et d'exploitation des matières premières sur 20 km de chaque côté de la future voie ferrée. Après de longues négociations, la Grande-Bretagne parvient à assurer la construction des voies entre Bagdad et Basra avec les avantages qui en découlent.

Afin d'éviter les conflits entre les puissances rivales dans la région, il est décidé de former, le 23 octobre 1912, la Turkish Petroleum Company. Cette compagnie, chargée de l'exploitation du pétrole irakien, est composée à 50 % de la National Bank of Turkey (à capitaux principalement anglais), de la Deutsche Bank (25 %) et de l'Anglosaxon Petroleum Company/Royal Dutch Shell (25 %)

La Guerre de 14-18 et les nouvelles frontières imposées au Moyen-Orient

Ces accords volent en éclat avec la guerre. Le tracé des frontières actuelles de l'Irak, aujourd'hui contestées par l'Etat Islamique (EI), est directement issu de la Grande Guerre, au terme de laquelle les territoires de l'ex Empire Ottoman, au Moyen Orient furent dépecés et partagés entre Londres et Paris, selon un accord secret entre ces deux pays, signé en 1916, l'accord de Sykes-Picot. Ainsi en 2003, la Grande Bretagne a envahi un Etat qu'elle avait elle-même créé après la 1^{ère} Guerre mondiale.

Au début des hostilités, le territoire de ce qui deviendra l'Irak était appelé Mésopotamie et faisait partie des possessions de l'Empire Ottoman. C'était une zone d'intérêt stratégique, à la fois pour la Grande Bretagne et pour l'Allemagne : vitale pour la Grande Bretagne en raison de sa proximité avec le Golfe Persique, où les raffineries et les pipelines de l'Anglo persian Oil Compagny fournissait le carburant de la flotte, l'Allemagne avait de son côté développé des relations économiques avec l'Empire Ottoman et entrepris la construction d'une ligne ferroviaire Berlin Bagdad, dont une partie seulement était achevée au moment de la déclaration de guerre. La Grande-Bretagne considérait par ailleurs la Mésopotamie et la zone du Golfe comme essentielles pour la défense de sa colonie indienne.

C'est pourquoi en 1914, lorsque l'Empire Ottoman entra par opportunisme dans la guerre aux cotés des puissances centrales et déclara le djihad contre les Alliés, la Grande-Bretagne, craignant pour ses intérêts stratégiques, envahit aussitôt la Mésopotamie et s'empara de Bassora, le 22 novembre 1914.

Les efforts de guerre de l'Empire Ottoman gênèrent une très forte pression sur ses structures économiques et politiques dans la région, qui connaît des famines, en partie provoquées par le blocus maritime français et italien, et

un délitement des pouvoirs. L'Empire Ottoman était par ailleurs confronté à une révolte arabe fomentée par les Britanniques qui avaient promis aux rebelles la constitution d'un Etat arabe indépendant après la guerre. Contrainte de se battre sur plusieurs fronts, l'armée ottomane finit par ne plus pouvoir contenir ces poussées. Bagdad fut prise en mars 1917, et Mossoul occupée en novembre 1918.

Vaincu par la Grande Bretagne, l'Empire Ottoman est au bord de l'éclatement lorsqu'il accepte enfin de signer l'armistice le 30 octobre 1918.

Les troupes britanniques occupent alors une bonne partie du territoire irakien. Malgré les révoltes populaires et les hostilités, la Grande-Bretagne, confortée dans la volonté de contrôler les ressources pétrolières pour alimenter son armée, choisit de poursuivre son avancée jusqu'à Mossoul. C'est donc en position de force que le gouvernement britannique peut dorénavant négocier l'avenir de l'Irak avec ses Alliés. L'accord Sykes-Picot de 1916 place, tout d'abord, le vilayet de Mossoul sous influence française. La France accepte d'y renoncer contre une participation de 25 % de la Compagnie Française des Pétroles, l'ancêtre de Total, dans l'exploitation des gisements que pourront fournir ses champs pétroliers. En fait, la France hérite des 25 % qui étaient détenus par la Deutsche Banke avant la guerre. La Grande-Bretagne doit également faire face aux pressions des Etats-Unis qui prônent la politique de la « porte ouverte ». La Grande-Bretagne en instaurant un mandat sur l'Irak, s'assure un accès privilégié sur le pétrole irakien.

Dans l'Entre-deux-guerres, la montée en puissance des USA en concurrence avec la Grande-Bretagne et la France

L'occupation militaire mise en place à la fin des hostilités devint vite impopulaire, et conduit aux troubles de 1920, qui sont réprimés par les bombardements aériens britanniques. Pour calmer la population et feindre d'honorer les promesses faites durant la guerre aux rebelles arabes qui l'avaient soutenue, la Grande-Bretagne crée en 1921 un royaume d'Irak, dirigé par un roi venu de l'étranger, Fayçal 1^{er}, fils du chérif de la Mecque, qui avait été l'un des principaux soutiens de Londres pendant le conflit. Les frontières du nouvel Etat sous mandat furent tracées par des experts britanniques, qui conseillent Fayçal dans ses nouvelles fonctions. L'idée était de parvenir à un équilibre entre les principaux groupes ethniques sunnites, chiites, Kurdes. Né de la 1^{ère} Guerre mondiale, c'est cet équilibre de compromis que nous voyons se défaire sous nos yeux.

En 1925, un premier accord est signé entre la Turkish Petroleum Company et le gouvernement irakien. Il est prévu que l'Irak touche, en guise de royalties, 4 shillings par tonne exportée. La compagnie s'assure par ce traité des droits sur le pays jusqu'au 27 mai 1996 sur la quasi-totalité du territoire. Mais la Grande-Bretagne doit laisser 25 % de la Compagnie, rebaptisée en 1929 Iraq Petroleum Company, à des compagnies américaines qui ont réussi à imposer leur présence. Après dix ans de prospection, les premiers gisements de très bonne qualité sont découverts dans le nord de Kirkouk en 1927.

A partir de 1930, le Royaume-Uni commence à négocier avec l'Irak les conditions de son indépendance prévue pour 1932. A travers le Premier ministre irakien Nuri Al Saïd, les Anglais vont tout mettre en œuvre pour protéger leurs intérêts économiques et politiques et assurer le bon fonctionnement de leurs puits et installations pétrolières. Alors que le roi d'Arabie Saoudite Ibn Saoud vient d'accorder à Washington une concession sur son territoire, le contrôle du pétrole irakien prend d'autant plus d'importance pour la Grande-Bretagne qui doit dorénavant affronter la pression des mouvements nationalistes.

La Seconde guerre mondiale confirmera à quel point l'indépendance de l'Irak est très relative. En 1941, pour les besoins de sa tactique militaire (contrôler le port de Bassora), l'impérialisme britannique réoccupe l'Irak.

Dans les années 1950 et 1960, l'impérialisme cherche à maintenir sa domination, malgré le mouvement de décolonisation

Les puissances coloniales françaises et britanniques sont honnies des peuples de la région. Depuis le démantèlement de l'Empire ottoman, il n'y a eu que promesses non tenues, divisions, pillage du pétrole et répression des révoltes. Les peuples ne voient pas du même œil les États-Unis qui ne sont pas une puissance coloniale... et qui prétendent même défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes... Voilà pourquoi l'alliance des USA avec l'Arabie Saoudite dans les années 1930, avec un accord sur la prospection pétrolière avec le monarque Ibn Séoud, ne suscite pas de réaction négative parmi les populations arabes. Après la guerre, l'impérialisme US va faire un nouveau calcul : s'allier avec une puissance montante et lui laisser la tâche d'appuyer ses intérêts. C'est le soutien américain à la création de l'État d'Israël en 1947-1948. Mais il s'agit d'un soutien

prudent. Ainsi, le 31 décembre 1948, le président Truman somme le Premier Ministre israélien d'arrêter son offensive militaire contre les armées arabes, par crainte d'une intervention armée britannique au côté de l'Égypte.

Au Moyen-Orient, il n'y a pas de véritable unité entre les pays impérialistes. Les USA cherchent à jouer leur propre partition. Leur objectif est de prendre la place de leurs "alliés" français et britanniques, mais pas par la confrontation militaire directe.

Voilà pourquoi, s'ils aident, en août 1953, les services spéciaux britanniques à renverser le Premier ministre iranien Mossadegh qui avait nationalisé l'exploitation pétrolière, ils rétablissent le shah parce que cela sert les intérêts des compagnies pétrolières américaines qui jusque là étaient plutôt à l'écart. Suite à cette opération, cette part du gâteau pétrolier n'est plus la seule chasse gardée des compagnies britanniques.

D'autre part, les États-Unis s'opposent à l'expédition franco-britannico-israélienne à Suez, en Égypte, en 1956. Deux ans plus tard, en 1958, ils envoient des milliers de soldats au Liban, pour imposer leurs intérêts, et aussi pour impressionner l'Irak dont la monarchie vient d'être renversée par le général nationaliste Kassem.

La décolonisation n'empêche pas la domination impérialiste de perdurer. Ainsi la création de l'OPEP, en 1960, par l'Iran, l'Irak, le Koweït, le Venezuela et l'Arabie saoudite n'a aucune incidence sur les prix, qui, très bas, restent très favorables aux investisseurs occidentaux pendant toutes les années 1960.

Les États-Unis jouent de plus en plus la carte israélienne en fournissant des armes au pays, surtout après le retrait de leurs concurrents français suite à la guerre des six jours en 1967. Dans le cadre de la guerre froide, les États arabes se rapprochent de l'URSS.

Contrôler le pétrole dans la crise des années 1970-1980

Les années 1970 se caractérisent à la fois par la division politique des pays arabes et par la chute de la production de pétrole orchestrée par les pays producteurs. En septembre 1970, le roi de Jordanie fait massacrer les populations palestiniennes réfugiées dans son pays. En novembre 1970, Hafez el-Assad prend le pouvoir en Syrie et s'oppose à la fois à Saddam Hussein en Irak et à l'OLP.

La pseudo unité de l'OPEP ne cache pas les rivalités. En tout cas, le résultat attendu de la baisse de la production pétrolière est la hausse brutale des prix. Mais ce sont encore les capitalistes occidentaux qui en tirent profit. L'augmentation des prix ne touche pas seulement le pétrole lui-même, mais aussi la prospection, le transport, le raffinage, sur lesquels ils ont la haute main. En outre les pays pétroliers du Golfe profitent de cette manne pour se fournir en armes auprès des producteurs occidentaux, qui récupèrent donc l'argent ainsi en circulation depuis les hausses du cours de l'or noir.

Les guerres du Golfe

Quand Saddam Hussein engage la guerre contre l'Iran, en 1980, il souhaite régler les questions frontalières, et sans doute mettre fin à la république islamique pour asseoir la position de l'Irak dans la région. La fin de la guerre avec l'Iran et le cessez-le-feu du 20 août 1988 laissent l'Irak très affaibli : sa dette extérieure est de 70 milliards de dollars (dont la moitié en provenance des Etats du Golfe) et le coût de la reconstruction est évalué à 60 milliards de dollars.

La volonté hégémonique de Saddam Hussein lui fait poursuivre une politique extérieure en direction des Etats arabes, par la création d'un Conseil de coopération arabe composé de l'Irak, de la Jordanie, de l'Égypte et du Yémen du nord. Il entretient également des relations tendues avec l'Occident et avec Israël qui craignent la fabrication d'armes chimiques irakiennes pouvant toucher Israël. Dans le même temps, Saddam Hussein accuse les Etats-Unis de soutenir Israël dans sa politique expansionniste et les Etats du Golfe d'entretenir des liens avec les Etats-Unis. La tension monte à partir de juillet 1990 quand le Koweït est directement impliqué par les accusations de Saddam Hussein. Les pourparlers diplomatiques entre l'Irak, le Koweït et les Etats-Unis se soldent par un échec et l'armée irakienne envahit le Koweït le 2 août 1990. Sur le plan diplomatique, afin de renforcer sa position régionale, l'Irak renoue le 15 août avec l'Iran. Dans le même temps, l'ONU vote le 25 août la résolution 665, qui place l'Irak sous embargo (il ne peut plus exporter de pétrole), et afin de faire face à une pénurie, l'Arabie Saoudite et les Etats du Golfe augmentent leur production. Mais, en dépit de la réconciliation entre l'Irak et l'Iran, Téhéran, en raison de pressions syriennes, refuse d'aider l'Irak à contourner l'embargo.

Hussein a joué un coup de poker visant un objectif financier (le Koweït représente 122 milliards de capitaux investis en Occident qui lui ont rapporté, en 1989, 9 milliards de dollars d'intérêts, plus que les revenus du pétrole) ; un objectif pétrolier (ajouter les richesses koweïtiennes aux siennes c'est se placer à la tête de 19 % des réserves mondiales de pétrole et peser avec force sur les décisions de l'OPEP) ; un objectif stratégique (l'ancienne

revendication d'un large accès au Golfe avec notamment les îles de Warba et de Boubiane dont le contrôle permettrait à l'Irak de créer un véritable port de mer et d'exploiter le Chatt al Bassora, alternative au Chatt al Arab rendu inutilisable par les combats avec l'Iran).

Saddam Hussein commet l'erreur de ne pas compter sur la réaction des Etats-Unis déterminés à réaffirmer leur prédominance mondiale, au moment même où s'effondre l'URSS, où ils deviennent le seul « gendarme du monde ». Le Golfe arabo-persique représente alors la région idéale : par ses ressources énergétiques (65 % des réserves mondiales de pétrole), par son attrait économique, offrant de larges débouchés à l'économie américaine, et stratégique.

La guerre se déroule en trois phases. Du 5 août 1990 au 24 février 1991 : Les Etats-Unis et leurs alliés rassemblent sur la péninsule arabique plus de 700 000 soldats de 26 pays, 4 000 chars et 1 500 avions. Le blocus maritime de l'Irak et du Koweït est assuré par 65 bâtiments alliés, dont 8 porte-avions. Du 17 janvier au 23 février 1991 : la coalition engage son offensive aérienne : bombardements massifs sur le potentiel militaire et économique de l'Irak et sur ses troupes au Koweït. Du 24 au 28 février 1991, c'est ensuite l'offensive militaire terrestre, qui écrase l'armée irakienne, mais qui est stoppée par la volonté des dirigeants de la coalition de ne pas aller jusqu'au renversement de Saddam Hussein, comptant sur lui pour maintenir l'ordre et écraser les minorités chiites et kurdes qui se révoltent.

Au total, depuis le 5 août 1990, les pertes alliées s'élèvent à 466 morts, celles de l'Irak entre 170 000 et 250 000 civils et militaires. L'essentiel des infrastructures irakiennes ont été détruites et en 1999 l'Irak n'a toujours pas retrouvé ses capacités de production pétrolière d'avant guerre.

Treize ans plus tard, la guerre du golfe de 2003 apparaît clairement aux yeux de tous comme une guerre économique, le gouvernement américain veut avoir la mainmise sur les réserves de pétrole situé en Irak.

En janvier 2001, quand il arrive à la Maison Blanche, George W. Bush doit faire face à un problème déjà ancien : le déséquilibre entre la demande de pétrole, qui augmente rapidement en raison de la montée en puissance des grands pays émergents comme la Chine ou l'Inde, et une offre qui ne suit pas. La seule solution envisageable se trouve dans le Golfe, qui abrite 60 % des réserves mondiales, avec trois géants, l'Arabie saoudite, l'Iran et l'Irak, et deux autres producteurs importants, le Koweït et les Emirats arabes unis.

Pour des raisons soit financières, soit politiques, la production piétine. Dans la péninsule arabique, les trois richissimes familles régnautes, les Al-Saoud, les Al-Sabah et les Al-Nahyane, se contentent du niveau très confortable (compte tenu de leur faible population) de leurs recettes, et préfèrent garder leur brut sous terre. L'Iran et l'Irak, qui disposent ensemble de près du quart des réserves mondiales d'hydrocarbures, pourraient combler l'écart entre l'offre et la demande, mais ils sont soumis à des sanctions — uniquement américaines pour Téhéran, internationales pour Bagdad — qui les privent des équipements et des services pétroliers indispensables. Et Washington, qui les range parmi les « Etats voyous » (*rogue state*), se refuse à y mettre fin.

Suite aux attentats du 11 septembre, Bush décide d'envahir l'Irak prétextant une guerre contre le terrorisme.

La première victime de la guerre a été le peuple irakien, qui subissait depuis de longues années les méfaits d'une dictature sanglante et de sanctions criminelles, comme cet embargo sans précédent dans l'histoire. Et la guerre déclenchée par Washington a abouti à l'effondrement de ce qui restait de l'Etat irakien, à un désordre incontrôlable et à la multiplication d'actions armées contre les troupes d'occupation.

L'Etat islamique et le pétrole

Les régions occidentales de l'Irak, ces zones sunnites où EI prospère désormais, sont les principales zones pétrolifères du pays. Là, on ne parle plus de 10 000 barils par jour, comme en Syrie, mais de 100 000, voire 200 000 barils ! Quand Daech prend le contrôle de ces puits, à l'été 2014, le baril, qui a chuté depuis, était encore à 80-90 dollars. Même s'il était vendu au tiers du prix aux camionneurs turcs et autres, faites le calcul : 30 dollars le baril, 100 000 barils par jour, on en est à 3 millions de dollars par jour. C'est plus qu'il n'en faut pour alimenter le djihad. C'est assez pour que Daech commence réellement à se poser en Etat - une étape qu'Al-Qaïda n'avait jamais pu franchir. C'est à ce moment-là qu'est mise en ligne la fameuse vidéo où l'on voit les combattants de Daech prendre l'un des postes-frontière entre l'Irak et la Syrie, baisser les pavillons syrien et irakien et hisser le drapeau noir barré de la chahada (la profession de foi de l'islam). Un commentaire apparaît en incrustation sur la vidéo : « La fin de Sykes-Picot ».

4. Les fonctions politiques de l'intégrisme religieux

En Irak comme en Syrie, le développement de mouvements intégristes n'a pas été une fatalité. L'éclatement sur des bases confessionnelles et ethniques de ces régions a obéi à des choix politiques, menés par l'impérialisme ou par les régimes de dictature locaux prêts à tout pour garder leur pouvoir.

L'Irak comme la Syrie étaient dirigés par des partis Baasistes, partis nationalistes affichant un "panarabisme" de façade dans les années 60 pour s'appuyer sur les aspirations d'unité de la population de ces régions. Mais tous ces dirigeants, bien plus préoccupés par leur pouvoir local, étaient incapables d'établir des rapports démocratiques entre eux et encore moins avec leur population.

Au fil du temps, ces régimes de dictature seront marqués par la domination des sunnites en Irak et des alaouites en Syrie, en particulier au sein de l'armée omniprésente. Mais malgré tout, il n'y avait pas, ou peu, de division confessionnelle parmi la population.

En Irak

C'est ce que confirme ce témoignage d'une romancière, Leilah Nadir :

« En 2003, la plupart des Irakiens étaient ahuris de voir les constantes références faites par les Occidentaux aux divergences qui opposaient sunnites, chiites, chrétiens et Kurdes alors que la majorité des familles étaient mixtes et qu'il n'y avait jamais eu de conflits intercommunautaires en Irak (...) ce sont des personnes extérieures à la société irakienne qui sont venues dire aux sunnites de quitter un secteur pour se regrouper dans un autre, idem pour les chiites ».

Et les premières de ces « personnes extérieures » seront les soldats américains.

Les dirigeants des Etats-Unis prétendaient qu'ils seraient accueillis en libérateurs, et qu'il leur faudrait six mois pour stabiliser l'Irak et un an pour le reconstruire... mais l'occupation a duré presque une décennie, sans parvenir à la moindre stabilité de cette région.

Leur politique pour mettre en place un nouveau régime se résume au « *chaos constructeur* ». Belle formule qui résume la véritable fuite en avant de l'impérialisme en Irak...

Identifiant les sunnites comme proches du parti Baas (ils étaient très majoritaires dans l'administration et l'armée), l'impérialisme américain fait le choix de s'appuyer sur les communautés chiites et kurdes, avec le calcul qu'une majorité ethnique suffira à stabiliser le pays.

Ils commencent ainsi à imposer une véritable purge dans l'appareil d'Etat et les services publics. En quelques semaines, 200 000 fonctionnaires sont mis au chômage. Dans les hôpitaux, des centaines de médecins et des personnels qualifiés sont renvoyés, tout comme 30 000 enseignants. Même chose dans l'armée irakienne : 400 000 soldats se retrouvent au chômage forcé, sans retraite ni espoir de réinsertion. Bilan, l'insécurité explose.

En parallèle, les exclus de l'ancien système, chiites et Kurdes, sont promus principaux bénéficiaires du nouveau système. Cette politique conduit à remplacer les partis politiques par des partis religieux ou ethniques.

Ainsi, des organisations chiites comme le parti Dawa soutenu par l'Iran, classées auparavant comme organisations terroristes, deviennent fréquentables. Dawa est même le parti de Nouri Al-Maliki, 1^{er} ministre irakien depuis 2006... Sous sa direction, l'armée irakienne se transforme en véritable armée d'occupation, en particulier dans les régions arabes sunnites : c'est la « *check point army* » avec les contrôles permanents, la corruption généralisée, la limitation des déplacements, etc.

Cette politique des Etats-Unis va directement alimenter l'éclatement du pays, au point qu'entre 2003 et 2008, une guerre confessionnelle qui se soldera par des centaines de milliers de morts ensanglante l'Irak. A Bagdad (7 millions d'habitants), où chiites et sunnites ont longtemps vécu côte à côte, les milices chiites videront des quartiers entiers de leur population sunnite, au prix de milliers de morts.

Dernier épisode tragique qui va renforcer la révolte contre le gouvernement irakien, c'est la répression de 2013, face aux mouvements de protestation pacifiques qui reprennent les slogans du Printemps arabe. Celle-ci sera aussi brutale que la répression des manifestants syriens, notamment à Tikrit et à Mossoul, où l'armée n'hésite pas à utiliser l'artillerie lourde et à larguer des barils bourrés de TNT sur des quartiers d'habitation, des hôpitaux et des écoles.

C'est dans cette situation que Daech a pu se développer en Irak dans les régions à majorité sunnite.

En Syrie

En Syrie également, les mêmes mécanismes dramatiques de confessionnalisation et d'éclatements vont se développer au travers de la répression de Bachar Al-Assad, avec la complicité de l'impérialisme et des monarchies du Golfe, notamment en réprimant très durement les révoltes populaires et de la jeunesse en 2011. En plus de l'utilisation de l'armée, il a joué à fond la confessionnalisation du conflit, en particulier en libérant des centaines de prisonniers salafistes en 2011.

L'impérialisme est resté particulièrement en retrait face à cette répression sanglante. Contrairement à l'Irak, Obama a clairement affirmé : « *Nous ne voulons pas que le régime soit renversé, nous voulons une solution politique* ». Ce qu'ils veulent avant tout, c'est l'ordre contre les peuples !

Mais l'ordre leur échappe totalement, tellement les différents régimes dictatoriaux sur lesquels ils s'appuient sont des planches pourries.

D'un côté, Bachar al-Assad reçoit le soutien de l'Iran qui lui livre des armes, ainsi que celui du Hezbollah libanais qui envoie des troupes. Face à lui, un autre ensemble réunit le Qatar, l'Arabie saoudite ainsi que la Turquie et l'Égypte, alliés des impérialismes occidentaux.

Mais là encore, les monarchies du Golfe, Arabie Saoudite en tête, ont leurs propres intérêts. Pour elles, la révolution démocratique en Syrie démarrée en 2011 était une véritable menace pour leur pouvoir et leur régime. Du coup, elles ont financé toute sorte de forces intégristes pour dévoyer cette révolte sur un terrain qui ne soit pas une menace pour elles. Cela va des Frères musulmans, massivement soutenus par l'Emirat du Qatar, à toutes les variantes de salafismes – des « modérés » au « jihadistes » – appuyés par l'Arabie saoudite ou par divers réseaux des pays du Golfe.

Comme le résumait Joe Biden, vice-président des Etats-Unis, en 2014 :

« Notre plus gros problème, c'était nos alliés dans la région. Les Turcs sont des grands amis, ainsi que les Saoudiens et les résidents des Émirats arabes unis. Mais (...) ils ont mené une guerre par procuration entre sunnites et chiïtes, et ils ont fourni des centaines de millions de dollars et des dizaines de milliers d'armes à tous ceux qui acceptent de lutter contre el-Assad ».

Ainsi, en Irak comme en Syrie, les populations se retrouvent piégées dans ces guerres confessionnelles par le jeu cynique de l'impérialisme, des dictatures locales et des intégristes de tout poil. C'est cette situation qui explique la fulgurante progression de Daech dans ces deux pays.

Mais si cela a pu se généraliser aussi vite, c'est qu'il y avait déjà présent un terreau, l'Islam politique, qui n'est ni une question religieuse, ni une question ethnique. Là encore, il n'y a aucune fatalité. Le Moyen-Orient a connu un puissant mouvement ouvrier, en particulier dans le pétrole, et des luttes nombreuses face à l'impérialisme, qui auraient pu donner de réelles perspectives pour les peuples.

Alors d'où vient l'islam politique ? Quel rôle politique joue-t-il et quels intérêts sert-il ? C'est ce que l'on va voir d'abord avec les frères musulmans en Egypte.

Naissance de l'islam politique

Ce mouvement est fondé en 1928 en Egypte, contre la modernité en général et surtout contre le communisme. A la fin de la guerre, il collabore même avec l'armée anglaise contre les nationalistes de gauche et le PC, allant jusqu'à pratiquer le terrorisme.

Au lendemain de la guerre, l'Angleterre veut se retirer d'Egypte après avoir renforcé la monarchie. Mais tout au long des années 1949-1951, les grands propriétaires dont la famille royale sont confrontés à des révoltes paysannes. Les organisations communistes font le lien avec les centres industriels et créent des syndicats puissants.

En 1952, des officiers issus des classes moyennes prennent le pouvoir. Ils se présentent comme les « Officiers libres ». Certains sont membres des Frères musulmans comme Sadate. Nasser, lui, a démarré au parti nationaliste officiel, puis est passé par les Frères musulmans avant de se rapprocher de la gauche nationaliste. Rapidement, il s'impose au pouvoir par alliance avec les Frères musulmans pour contrer l'influence du PC. Il propose même le poste de ministre de l'Education à leur dirigeant.

En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez. C'est un immense espoir pour les peuples. D'autres régimes en Syrie et en Irak suivent ses traces.

Le PC avait une influence grandissante dans les masses de ces pays. Mais comme tous les partis staliniens du Moyen-Orient, comme en Irak ou en Syrie, il soutenait la politique des nationalistes. Pour Staline, la question n'était pas de renverser l'impérialisme mais de se faire des alliés.

Cette politique sera désastreuse, surtout lorsque ces militaires nationalistes se retourneront contre la population pour asseoir leur pouvoir. Les militants communistes étaient massacrés ou croupissaient dans les prisons d'Égypte, d'Irak, de Syrie, alors même que leurs dirigeants avaient soutenu et continuaient parfois à soutenir les régimes nationalistes qui les réprimaient.

Du coup, sans politique indépendante des directions nationalistes, ce sont les Frères musulmans qui vont réussir à développer leur influence parmi les plus pauvres, suite aux désillusions que vont entraîner ces régimes.

L'incapacité à sortir les masses de la misère

En Égypte par exemple, le gouvernement met en place une réforme agraire où ils n'oseront pas s'affronter aux grands propriétaires : en 10 ans, seulement 10 % des terres sont distribuées à 2 millions de paysans. Au final, c'est toute une paysannerie ruinée qui ira grossir les pauvres des bidonvilles et qui constituera une base pour le mouvement intégriste.

De même, après la mort de Nasser, Sadate prend le pouvoir en jouant la carte du religieux. En même temps, il pratique l'ouverture du pays aux capitaux étrangers et au marché. Il privatise le pays, ce qui entraîne un appauvrissement de la population mais aussi de la petite bourgeoisie qui travaillait dans les secteurs dépendant de l'État.

Dans ce régime non démocratique et faute d'un parti ouvrier pouvant offrir une perspective à la contestation et à la révolte, la seule opposition sera clandestine, au travers des réseaux des Frères musulmans.

La désillusion de la question palestinienne

Celle-ci était un ferment de révolte sociale, qui aurait pu entraîner les masses pauvres dans une lutte contre l'État d'Israël et l'impérialisme, mais aussi contre les régimes locaux despotiques de la région.

Et c'est bien ça qui fit peur aux dirigeants nationalistes arabes qui se disaient amis des Palestiniens, comme ils s'étaient dit pour le « panarabisme » à d'autres périodes.

En septembre 1970, Hussein de Jordanie envoie ses chars contre les camps de réfugiés en faisant des milliers de morts parmi les Palestiniens.

En 1975 au Liban, une profonde révolte des quartiers pauvres éclate à laquelle se joignent les réfugiés palestiniens malgré une féroce répression de l'armée qui n'arrivera pas à la stopper.

En 1976, alors que les insurgés réussissent à repousser les phalanges chrétiennes d'extrême-droite, c'est l'armée syrienne qui envahit le Liban par crainte de la contagion.

Ainsi, les régimes arabes nationalistes réprimeront les réfugiés palestiniens, comme les masses pauvres qui les rejoindront.

L'Islam politique va se développer sur toutes ces désillusions. Mais il va pouvoir le faire aussi grâce aux différents calculs des régimes de la région, qui se servent de l'intégrisme pour dévoyer la révolte des peuples et briser leurs organisations. En ce sens, jamais le djihadisme ou l'islam politique n'a été « anti-impérialiste », même s'il tente de se donner cette image.

Ainsi, après 1967, les dirigeants israéliens décident de favoriser les religieux au détriment des partis nationalistes laïques et de « gauche » qui tiennent le haut du pavé à Gaza. Selon le principe donné par un représentant israélien : *« les ennemis de mes ennemis ne sont pas forcément mes amis, mais je les soutiens »*.

C'est ainsi que Ahmed Yassine, fondateur du Hamas, eut les mains libres pour prendre le contrôle des mosquées, des centres sociaux, des cliniques... Les Israéliens autorisèrent même l'Arabie Saoudite et les États-Unis à lui fournir des fonds. Grâce à l'apport financier saoudien, le nombre des mosquées dans les territoires palestiniens tripla, passant de 200 à 600.

L'islam politique et les monarchies du Golfe

Le « miracle du pétrole » et l'impérialisme vont fabriquer et soutenir ces États monstrueux, au service d'une nouvelle bourgeoisie issue de classes féodales et rétrogrades, prête à tout pour défendre leurs privilèges.

L'exemple de l'Arabie Saoudite est révélateur. Depuis 1938, les Etats-Unis soutiennent ce régime féodal, qui a assuré les beaux jours de l'Aramco, la compagnie pétrolière américaine. Ce pays qui recèle 25 % des réserves mondiales a toujours été choyé par les Etats-Unis et constituait un rempart contre le communisme et les mouvements nationalistes.

C'est ainsi que l'Arabie Saoudite va financer, grâce aux pétrodollars, les constructions de mosquées et de diverses organisations islamistes partout dans le monde qui constitueront autant de réseaux pour l'islam politique.

La surenchère réactionnaire de la monarchie saoudienne, qui défend le wahhabisme avec ses exécutions publiques, ses décapitations, ses lois iniques contre les femmes, etc., sert à masquer sa soumission aux intérêts pétroliers américains.

Mais là encore, tant de contradictions se retournent contre eux et inévitablement, leurs créatures leur échappent. Ainsi, en 1979, une centaine de militants djihadiste attaquent la Grande mosquée de La Mecque, avec la prise de nombreux otages. Ils dénoncent le mode de vie « impie » des dirigeants saoudiens, fait de luxe et de corruption.

De même, de tels groupes se radicaliseront en Afghanistan, dans cette guerre contre l'URSS financée par les Etats-Unis, la CIA plus exactement, et l'Arabie Saoudite. C'est le cas d'un certain Ben Laden, fils d'une famille saoudienne milliardaire, qui tissera ses réseaux qui formeront Al-Qaïda.

Cette autonomisation des groupes djihadiste se renforcera en 1991, lors de la rupture des Frères musulmans avec l'Arabie Saoudite, lorsque la monarchie saoudienne offre son territoire à l'armée américaine pour bombarder l'Irak durant la 1^{ère} guerre du Golfe.

Depuis, les Frères musulmans ont trouvé d'autres alliés, en particulier le Qatar en rivalité avec l'Arabie saoudite. Tout cela constitue de nouvelles sources de conflits, de rivalités par milices et djihadistes interposées, subies par les peuples de la région avec la complicité de l'impérialisme.

L'Iran

Pour finir avec l'islam politique, quelques mots sur l'Iran, le pays où le clergé chiite a pu prendre le pouvoir et s'y est installé depuis 30 ans.

Dans ce pays, l'impérialisme soutenait la monarchie haïe du Chah qui se donnait des airs plus modernes mais reposait exclusivement sur sa police politique et son armée puissante.

A la fin des années 70, les contradictions deviennent explosives. D'un côté, les riches affichent leur fortune et de l'autre, les paysans chassés des campagnes viennent grossir les bidonvilles, à la recherche d'un travail qui n'existe pas. Même au sein de la bourgeoisie, la nombreuse bourgeoisie commerçante (les Bazaari) en a assez de ce régime et finance les mollahs qui dénoncent ses abus.

Le clergé se rallie aux manifestations d'intellectuels et d'étudiants auxquelles prennent aussi part les pauvres lors d'une série d'affrontements violents avec la police et l'armée. Une vague de grèves paralyse l'industrie et immobilise les champs pétrolifères. Puis, au début février 1979, les courants nationalistes des Feddayin et ceux de la gauche islamiste, les Moudjahidins du peuple, réussissent à fomenter des mutineries au sein de l'armée.

C'est par une réelle révolution que les masses pauvres et les travailleurs, en particulier ceux du pétrole, renversent ce régime haï du Chah qui doit s'enfuir.

L'Ayatollah Khomeiny, alors en exil, va cristalliser l'opposition au régime. A son retour à Téhéran en janvier 1979, où il a pris soin de s'entendre préalablement avec l'armée, toute l'opposition est alignée derrière lui, y compris le Tudeh, le Parti communiste iranien.

Faute d'une politique indépendante, la classe ouvrière, qui s'organise en comités pour sa lutte et même parfois en conseils d'usines, ne peut offrir une autre perspective aux masses pauvres iraniennes. Les nationalistes, le PC, s'alignent tous derrière les mollahs alors qu'ils sont souvent à l'initiative, en particulier lors de l'insurrection de Téhéran en février 1979 que Khomeiny n'a pas voulu.

Mais aucun parti n'aidera les masses à prendre directement leur sort en mains. Très vite, Khomeiny fait récupérer les armes en encadrant la population par des milices islamistes ou des comités mis en place par les religieux dans les quartiers et les usines.

Face à cela, l'opposition du parti Tudeh ou des nationalistes reste muette.

Pire. Quand Khomeiny sort un décret pour imposer le port du voile obligatoire au mois de mars, 20 000 femmes descendent manifester dans les rues face aux islamistes qui les attaqueront. Le parti Tudeh choisit, lui, de dénoncer « *les femmes bourgeoises* » qui manifestent...

Ainsi, sans politique indépendante, les masses se feront voler les fruits de la révolution par des islamistes qui instaureront une dictature féroce contre les femmes, les ouvriers, les opprimés en général.

Quant aux partis d'opposition, ils se feront balayer. A partir de 1981, Khomeiny se retourne contre les Modjahedines dans une véritable guerre d'extermination. En 1983, il s'attaque au parti Tudeh qui l'avait soutenu jusque-là : 1 500 dirigeants et cadres sont arrêtés et beaucoup fusillés.

Durant toute cette période de luttes d'émancipation face à l'impérialisme, la combativité des masses n'a pas manqué. Mais les partis qui se sont réclamés d'elles, les partis communistes devenus staliniens, les partis nationalistes, sont restés dans le cadre des frontières et de l'ordre social de l'impérialisme. Tous ont toujours cherché à encadrer les masses, jamais à s'appuyer sur leur rôle révolutionnaire.

C'est là que l'islam politique s'est développé, surtout dans ce rôle d'encadrement. Mais les contradictions grandissantes des années 80 et 90, la fin de l'URSS et la mondialisation vont préparer les basculements des années 2001 et lui donner une toute autre ampleur.

En même temps, la mondialisation a aussi transformé profondément ces pays, comme en ont témoigné les révoltes et révolutions du Printemps arabe. Aujourd'hui, même si la situation paraît particulièrement défavorable, un processus s'est enclenché dans lequel la question d'une politique indépendante pour les masses, pour la démocratie comme pour la question sociale, est toujours aussi essentielle.

5. Quelle perspective pour les peuples ?

Après les Printemps arabes, quand il y a eu une vague de reflux, beaucoup de médias ont chanté l'air de « *on vous l'avait bien dit...* » à propos de la remontée des intégrismes soi-disant inévitable... certains allant même jusqu'à regretter le bon temps des dictatures amies...

Le soulèvement populaire, qui s'est propagé à l'ensemble du Maghreb et du Moyen-Orient a percé l'abcès de ces régimes despotiques liés à la domination des pays riches, et pour reprendre l'expression de Gilbert Achcar, « *rien d'étonnant que le pus s'écoule* ».

Ce soulèvement populaire, cette vague de révolutions, a été le produit direct de la pression de la mondialisation capitaliste qui s'est globalisée à un niveau jamais atteint. Aujourd'hui, le marché mondial est entièrement constitué : il n'y a plus de zone échappant à la concurrence, le développement capitaliste ne peut plus passer par l'extension territoriale, il se fait par une pression accrue sur les travailleurs. Dans tous ces pays, la pression pour baisser les salaires, pour limiter le prix des matières premières, pour casser tous les acquis sociaux, même quand il y en avait peu, est la même pression que les multinationales mènent contre les travailleurs ici. C'est la même guerre sociale.

Les médias ont surtout retenu du Printemps arabe le slogan « Dégage » qui exprimait l'aspiration démocratique à virer les Ben Ali, Moubarak et Khadafi. Mais cette question démocratique était, et est encore, indissociable de la question sociale, qui s'exprimait aussi dans ces luttes, comme ces manifestants qui brandissaient bien haut un pain à la main.

C'est bien une lutte de classe de longue haleine qui a été engagée par les travailleurs, la jeunesse et les classes populaires, dont le ressort principal est la situation socioéconomique : le blocage du développement régional, des taux record de chômage, en particulier parmi la jeunesse et les diplômés.

Et si le geste désespéré de Mohamed Bouazizi le 17 décembre 2010 en Tunisie a été le déclencheur de cette vague qui a touché toute la région, il ne faut pas oublier qu'il s'inscrivait dans une accumulation de luttes, de grèves dans la classe ouvrière, notamment en Egypte, depuis les années 2000, au point même que les très bourgeois Frères musulmans s'étaient posés le problème de leur implantation dans la classe ouvrière pour mieux la contrôler.

Et cette lutte de classe ne s'est arrêtée ni avec la chute des régimes, ni avec la répression, ni d'ailleurs avec l'arrivée au pouvoir des intégristes comme en Egypte. Alors qu'ils n'avaient eux-mêmes que très peu participé à la révolte populaire, ils ont connu une usure très rapide, subissant à leur tour une contestation populaire forte.

En Egypte, craignant que la population aille jusqu'au bout et renverse elle-même le président issu des Frères musulmans Mohamed Morsi, l'armée s'est saisie de cette contestation pour le destituer, allant jusqu'à sa toute récente condamnation à mort.

Alors, effectivement, la lutte des classes connaît des hauts et des bas, mais l'aspiration aux droits démocratiques est bien réelle et la lutte est loin d'être finie face à la pression de la mondialisation capitaliste qui se durcit. Et tout le problème est pour la classe ouvrière de continuer à construire le chemin de son indépendance de classe, de la construction de ses propres organisations politiques, en toute indépendance des nationalistes, des intégristes et de tous ceux qui, sous diverses formes, portent les intérêts de la bourgeoisie locale ou des multinationales.

Une autre question découle de cette perspective portée par la classe ouvrière dans cette région du monde : la fin des frontières issues du colonialisme est inscrite dans le chaos actuel.

Toute l'histoire de cette région montre que la logique d'une histoire des « nations » telle que nous l'avons connue en Europe ne fonctionne pas au Moyen-Orient. Pas un seul des Etats créés par les puissances impérialistes depuis la fin de l'Empire Ottoman ne correspond à une nation, au sens d'un peuple qui serait uni par une langue, une religion, une histoire commune.

Il y a bien sûr la situation du peuple kurde dont nous n'avons pas eu le temps de parler. Un siècle de trahison des promesses faites à ce peuple, depuis qu'à la fin de l'empire ottoman, un état indépendant avait été promis autour de la partie kurde du vilayet de Mossoul, Etat jamais réalisé. Un siècle de répression par les différents Etats de la région de ce peuple présent dans quatre pays, et dont l'histoire a forcément commencé à se scinder en plusieurs histoires, à travers les rapports conflictuels ou négociés avec les différents Etats.

Les cartes de répartition des peuples et des communautés montrent des zones ne correspondant pas aux frontières, d'autres comme les tâches d'une peau de léopard. C'est une confirmation que les frontières sont dépassées, sont des instruments de l'ordre et de l'oppression et qu'il n'y a pas de perspective nationaliste. Bien sûr, en tant que socialistes et internationaliste, nous affirmons en toute solidarité le droit démocratique à la reconnaissance nationale, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais force est de se demander ce que cela peut bien vouloir dire. Des séparations ? Des déplacements forcés de ceux qui ne sont pas « de la nation » ? Des minorités tolérées avec un statut différent... ? Par n'importe quel bout, le nationalisme est une impasse et ne peut que se confronter à un cadre dont les règles sont définies ailleurs, le cadre de l'impérialisme auquel les partis nationalistes finissent par se soumettre.

L'EI a d'une certaine façon compris qu'il pouvait récupérer ce rejet des frontières coloniales, lorsqu'il a annoncé comme projet son Califat en juin 2014, c'est-à-dire un Etat au-dessus des frontières existantes héritées du partage impérialiste des années 20, des frontières que les dirigeants nationalistes avaient finies par accepter. EI a mis en scène et médiatisé l'effacement de la frontière irako-syrienne, à coup de bulldozer, et les photos diffusées sur les réseaux sociaux étaient intitulées « *Briser la frontière Sykes-Picot* »... Et dans l'organisation territoriale qu'EI met en place, ils ont créé un vilayet de l'Euphrate, qui passe au-dessus des frontières, réunissant ensemble une province syrienne (Deir ez-Zor) et une partie d'une province irakienne (Al-Anbar).

Le Printemps arabe qui a déboulé par-dessus toutes les frontières de la zone, du Maroc jusqu'au Yémen, a bien montré que la lutte des classes est internationale. Peut-être que dans cette lutte, les forces réactionnaires réussiront à redéfinir des frontières, ou à consolider les frontières existantes, faisant de chaque pays une prison pour les peuples, pour les majorités comme pour les minorités, utilisées les unes contre les autres. Mais ce n'est pas une fatalité, et de toutes façons, la pression de la mondialisation continue de s'exercer partout, créant les conditions d'une révolte commune des classes ouvrières et de la jeunesse de toute cette région.

C'est cette même guerre sociale menée par les multinationales qui nous unit à cette résistance des classes populaires au Moyen-Orient. Il est vital de faire entendre que le chaos semé par notre impérialisme ne se fait pas en notre nom.

Le chaos semé depuis des décennies est tel qu'aujourd'hui, la religion semble redevenir pour certains un discours porteur de perspective, dupant des jeunes paumés qui s'engagent dans le djihad et auxquels l'Etat répond par la morale et la répression.

Etre solidaires des peuples au Moyen-Orient, c'est d'abord, dénoncer avant tout notre propre impérialisme, son pillage, ses interventions militaires.

Il faut faire savoir l'histoire de cette région, le rôle destructeur, de déstabilisation permanent qu'a joué l'impérialisme. Il faut rappeler l'insupportable discours civilisateur des Jules Ferry and co, toujours présenté comme le père de l'école laïque, et qui était le plus ardent défenseur de la colonisation au nom d'une mission civilisatrice.

Il y a besoin aussi, c'est ce que nous avons essayé de faire, de décrire, d'expliquer d'où vient le chaos, « à *chaque problème, une déstabilisation* ». Mais il faut voir aussi que ce chaos décrédibilise totalement le fait que le capitalisme puisse incarner le moindre progrès pour l'humanité, alors que les richesses n'ont jamais été aussi grandes. Et il est significatif, et certainement pas un hasard, que la région la plus chaotique... soit celle qui concentre pour son malheur le plus de richesses pétrolifères.

Ce chaos sans avenir nous amène à réaffirmer, pour le monde d'aujourd'hui, une perspective révolutionnaire, qui s'appuie sur des milliers de petits faits et de grandes résistances, de luttes, des classes populaires et des travailleurs. Elles se poursuivent aujourd'hui.

Laurent Delage, François Minvielle, Béatrice Walylo